

Le manque de logements adéquats nuit à la santé

FICHE 2

Mise en contexte

Cette fiche s'inscrit dans un vaste projet de recherche visant à quantifier les coûts économiques et sociaux découlant du manque de logements adéquats — abordables, de taille suffisante et de qualité — au Québec. En s'appuyant sur la littérature scientifique, qui démontre de fortes associations entre conditions résidentielles et santé, **cette fiche présente les principaux constats sur les liens entre le logement inadéquat et la santé générale et mentale, ainsi que l'estimation des coûts de santé qui en résultent¹.**



Qualité

Un logement ne nécessitant **pas de réparations majeures** ou un logement n'ayant **pas de moisissures**, ayant une **bonne qualité de l'air intérieur**, une **absence d'animaux nuisibles**.



Abordabilité

Un logement est abordable si le ménage qui l'occupe y consacre **moins de 30 %** de son revenu avant impôt.



Taille suffisante

Un logement disposant d'**un nombre adéquat de chambres** compte tenu de la taille et de la composition du ménage.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) : « **La santé générale** est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».



1. Note: Trois enquêtes de Statistique Canada ont été mobilisées pour effectuer les analyses: l'Enquête canadienne sur le logement (ECL 2022), l'Enquête canadienne sur le revenu (ECR 2023) et l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC 2023).
2. Mary Prybylo, Sarah Miller & Teresa J. Kelechi (2025). Evaluation of self-reported health as a tool for identifying risk of hospitalization and emergency department visits in older adults: An integrated review. Geriatric Nursing.



La facture collective de la crise du logement au Québec



1

Le logement adéquat, un déterminant de la santé

La littérature établit un lien solide entre la **perception** de l'état de santé générale et le **recours** aux soins de santé. Les personnes se déclarant en mauvaise santé ont tendance à utiliser davantage les services médicaux².

Qualité

En 2022, vivre dans un logement de mauvaise qualité **augmente le risque de 107 %** de se déclarer en mauvaise santé générale, comparativement aux logements en bon état.

Abordabilité

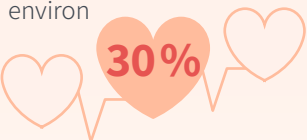
Consacrer **plus de 30 %** du revenu au logement **augmente le risque de 37 %** de déclarer un mauvais état de santé générale.

Taille suffisante

Vivre dans un logement de taille insuffisante **augmente le risque de 12 %** de se déclarer en mauvaise santé générale.

Coût

Ensemble, ces conditions d'habitation expliquent environ



30 %
des cas de mauvaise santé générale déclarés.

Coût estimé en 2023 en consultations médicales en cabinet:

27,4 millions \$

Coût pour les gouvernements



? Dépenses publiques supplémentaires liées aux problèmes de santé ou aux services sociaux (ex. : consultations, hospitalisations, programmes financés par l'État, etc.)

Le manque de logements adéquats nuit à la santé

FICHE 2



La facture collective de la crise du logement au Québec



Observatoire
québécois
des inégalités

Québec

2

La qualité du logement et la santé mentale

Qualité

La qualité du logement est la composante la plus déterminante pour la santé mentale. Vivre dans un logement de mauvaise qualité **augmente le risque de 64 %** de se déclarer en mauvaise santé mentale, comparativement à un logement en bon état.

Abordabilité Taille suffisante

Bien que la littérature montre que les problèmes de santé mentale sont associés à l'inabordabilité et à la taille des logements, **ces liens n'ont pas pu être démontrés** avec les données dont nous disposons.

Coût

La mauvaise qualité du logement **contribue à environ 14 %** des cas de mauvaise santé mentale observés au Québec.



Coût pour les gouvernements

Ce fardeau s'estime à environ

10 millions \$

de dépenses en consultations de services en santé mentale en 2023.

3

Au delà des consultations : un aperçu des coûts totaux pour le système de santé

Coût total estimé en services de santé

2 milliards \$



Les coûts présentés aux points 1 et 2 couvrent uniquement les consultations médicales et psychosociales en cabinet, et excluent les hospitalisations, les visites à l'urgence, les chirurgies d'un jour et les médicaments.

Comme les services de première ligne ne représentent qu'une petite fraction des dépenses totales en santé, **l'extrapolation à l'ensemble du système de soins** montre que le **coût global** associé aux logements inadéquats serait environ **2 milliards de dollars en 2023**.

4

Coûts liés à la perte de la qualité de vie

Un mauvais état de santé déclaré a entraîné **la perte de 91 jours de vie en bonne santé** par personne en 2023.

? Coût pour la société

Années de vie en bonne santé que les personnes perdent en raison d'un logement inadéquat. Ce coût est assumé par les ménages, qui vivent une diminution de leur qualité de vie, davantage de détresse psychologique et une réduction de leurs capacités fonctionnelles. Il est aussi porté par l'économie, notamment sous forme de pertes de productivité, d'emplois et d'implication sociale.



Environ 30 % de cette perte est attribuable aux logements inadéquats, ce qui équivaut à 27 jours de vie en bonne santé par adulte québécois en 2023.

Coût social estimé :

2,8 milliards \$

par an (2023), selon les barèmes de valorisation de Santé Canada.³

³. Ce montant correspond à la valeur économique des pertes de qualité de vie attribuables au logement inadéquat, calculée en appliquant le barème de 50 000 \$ par année de vie ajustée par la qualité recommandé par Santé Canada pour la valorisation d'une année de vie en pleine santé.

Le manque de logements adéquats nuit à la santé

FICHE 2



La facture collective de la crise du logement au Québec

Observatoire québécois des inégalités

Québec

5

Coûts indirects liés à l'insécurité alimentaire

Insécurité alimentaire et conditions de logement

Les différentes composantes du logement inadéquat sont fortement liées à la **probabilité de vivre une situation d'insécurité alimentaire** :

Qualité

Vivre dans un logement de mauvaise qualité augmente le risque d'insécurité alimentaire de **76 %**.

Abordabilité

Consacrer **plus de 30 %** du revenu au logement augmente le risque d'insécurité alimentaire de **52 %**.

Taille suffisante

Habiter un logement de taille insuffisante augmente le risque d'insécurité alimentaire de **38 %**.

Coût

Seule la composante de l'**inabordabilité du logement** a été retenue pour estimer les coûts indirects. Ce choix repose sur un fondement théorique solide : l'**arbitrage budgétaire entre le loyer et l'alimentation** constitue l'un des mécanismes centraux reliant le logement inadéquat à l'insécurité alimentaire.

L'inabordabilité du logement explique environ **12,9 %** de l'insécurité alimentaire observée au Québec, soit une estimation de

87,7 millions \$

en 2023⁴

4. Ce montant correspond à la part attribuable du coût total de l'insécurité alimentaire — soit la valeur marchande des denrées distribuées par les Banques alimentaires du Québec et les aides publiques versées en 2023 pour soutenir les organismes d'aide alimentaire.

Insécurité alimentaire et santé

Santé générale

Les personnes vivant une situation d'insécurité alimentaire ont **une probabilité 3 fois plus élevée** de déclarer un mauvais état de santé générale que celles en situation de sécurité alimentaire.

En matière de santé mentale, les personnes en situation d'insécurité alimentaire présentent **un risque 4 fois plus élevé** de rapporter un mauvais état de santé mentale.

Ces estimations demeurent prudentes et conservatrices, puisqu'elles reposent sur des données partielles et des analyses transversales. **Elles montrent toutefois un point central : la crise du logement n'est pas uniquement un enjeu d'habitation, mais aussi un enjeu sanitaire, social et économique.**

La qualité des logements, leur taille et leur abordabilité influencent directement et indirectement la santé générale et mentale des individus. Le manque de logements adéquats accroît également le risque d'insécurité alimentaire, qui fragilise à son tour l'état de santé. **Cette triple articulation entre logement, santé et insécurité alimentaire démontre que le logement doit être considéré non seulement comme un droit fondamental, mais aussi comme un déterminant central de la santé.**



Pour plus d'informations : Ferdaous Roussafi (2025). *Les coûts en santé du manque de logements adéquats. La facture collective de la crise du logement au Québec*, Montréal, Observatoire québécois des inégalités. ISBN : 978-2-925552-14-7

Projet de recherche mené avec la collaboration de :

- Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-sud-de-l'Île-de-Montréal
- Direction de santé publique de la Montérégie du CIUSSS de la Montérégie Centre

- Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale
- Direction de la santé publique du CIUSSS du Bas-Saint-Laurent

- Direction de santé publique du CISSS de Laval
- Direction de santé publique du CIUSSS de l'Estrie-CHUS
- Institut national de santé publique du Québec

- Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé de l'UQAM
- Société d'habitation du Québec

Avec la collaboration spéciale du Ministère de la Santé et des Services sociaux et de Centraide du Grand Montréal.